



Les protestations contre la dictature islamique se propagent à travers toute l'Égypte

Par [Johannes Stern](#)

Mondialisation.ca, 10 décembre 2012

wsws.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

Les protestations contre les Frères musulmans (FM) islamistes au pouvoir et contre la prise de pouvoirs dictatoriaux du président Mohamed Morsi soutenu par les États-Unis se sont propagées hier à toute l'Égypte.

Des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes ont défié une interdiction de manifester dans la capitale Le Caire en marchant sur le palais présidentiel Ittihadeya. Les manifestants ont passé outre les barrières de barbelés et les murs de béton érigés par l'armée dans les rues conduisant au palais. Ils scandaient « Oh armée, oh armée, vous êtes le bras droit des Frères, vous êtes des poltrons, » « A bas le régime militaire, » et « A bas, à bas Mohamed Morsi. »

Contrecarrant la tentative de Morsi d'écraser de nouvelles manifestations devant son palais, les manifestants sont passés à travers des rangées de soldats et de chars entourant le bâtiment. Ils ont encerclé le palais en scandant: « La révolution est de retour. » Dans des scènes rappelant les premiers jours de la révolution égyptienne et le premier soulèvement de la classe ouvrière contre le président Hosni Moubarak, les manifestants ont grimpé sur les chars et ont inscrit à la bombe des slogans sur les véhicule blindés.

Des centaines de manifestants ont marché sur tribunal d'Héliopolis pour exiger la libération des travailleurs et des jeunes détenus depuis la brutale répression de mercredi soir lorsque les milices islamistes des FM ont interpellé et torturé des manifestants en collaboration avec la police.

Alors que les protestations enflaient à Héliopolis, des centaines de milliers se sont rassemblés sur la Place Tahrir, centre emblématique de la révolution égyptienne au centre-ville du Caire. En scandant des slogans contre Morsi et les FM, les travailleurs et les jeunes ont bloqué la circulation dans et autour de la place en dressant des barricades aux entrées.

Des protestations ont eu lieu dans toutes les grandes villes et régions du pays.

Dans la ville côtière d'Alexandrie, des milliers ont défilé de la mosquée d'al-Qaed Ibrahim située sur la corniche vers Sidi Gaber dans le Nord de la ville où se trouve le quartier général de la région militaire Nord de l'armée égyptienne. Réagissant à la violente répression au Caire, les manifestants scandaient : « Le régime a perdu sa légitimité, il ont tué nos frères et nos soeurs devant le palais présidentiel. »

Plus tard dans la soirée, le site Internet d'*Al-Ahram* en langue arabe a rapporté que des

centaines de manifestants avaient envahi les quartiers généraux du gouvernorat des FM, en colère contre le meurtre d'autres manifestants aux mains de ce qu'ils ont appelé « des milices armées affiliées aux Frères musulmans. »

A Zagazig, ville natale de Morsi à l'Est du Delta du Nil, les manifestants se sont rassemblés devant la maison de Morsi en jetant des pierres contre le bâtiment. Des forces de sécurité ont tiré des grenades de gaz lacrymogène dans la foule. Des manifestants ont aussi attaqué le quartier général du Parti de la Liberté et de la Justice, bras politique des FM.

En Haute Egypte, des milliers de manifestants ont défilé dans les rues d'Assiut, en scandant des slogans contre les FM et Morsi.

Les protestations anti-Frères musulmans partout dans le pays ont éclipsé un rassemblement pro-Frères musulmans à la mosquée d'Al-Azhar au Caire qui a réuni environ 50.000 personnes.

Les FM ont réagi par davantage de menaces de violence. Vendredi soir, le site internet en langue arabe du journal d'Etat *Al-Ahram* a relaté que le « Président Mohamed Morsi publiera un décret pour charger les force armées de maintenir la sécurité et de protéger les installations vitales de l'Etat » jusqu'à ce qu'une constitution soit adoptée et des élections organisées. L'article III du nouveau décret aurait rétabli le pouvoir de l'armée d'arrêter des civils et de les juger dans des tribunaux militaires.

Par ce décret qui doit être publié dans la *Gazette* officielle pour entrer en vigueur le lendemain de sa publication, Morsi et l'armée égyptienne déclarent la loi d'urgence et planifient une répression de masse après deux semaines de protestations et de grèves au niveau national.

Alors que la haine des masses égyptiennes à l'égard de Morsi explose, la classe ouvrière se positionne de plus en plus sur le devant de la scène de ce mouvement.

Dans la ville industrielle de Mahalla al-Kubra dans le Delta du Nil, des milliers de travailleurs et de jeunes ont coupé les voies ferrées et les bloqué les entrées de la ville. Selon les médias, des manifestants ont envahi le conseil municipal en déclarant l'« indépendance » de la ville par rapport à « l'Etat des Frères musulmans. » Ils ont annoncé des projets d'élire un « conseil révolutionnaire » pour organiser les affaires de la ville.

Le berceau de l'une des plus grosses usines de textile au Moyen-Orient, Mahalla jouit d'une longue histoire de luttes combatives de la classe ouvrière. En 2006, une grève de masse des ouvriers du textile avait déclenché une vague de débrayages contre les réformes de libre-marché et pour l'obtention de meilleurs salaires et de meilleures conditions de vie. En avril 2008, la hausse du prix des denrées alimentaires avait provoqué un soulèvement à Mahalla lors duquel les travailleurs avaient revendiqué la chute du dictateur Hosni Moubarak. En 2011, les travailleurs à Mahalla avaient joué un rôle important dans la vague de grèves de masse qui avait renversé Moubarak le 11 février.

Cette nouvelle explosion des luttes de masse est intervenue au lendemain du discours provocateur prononcé par Morsi à la télévision publique. Rappelant les discours tenus par Moubarak avant son éviction, Morsi a qualifié les manifestants d'« infiltrés » qui « n'échapperont pas à la sanction. » Il s'est aussi juré de maintenir le décret présidentiel du 22 novembre par lequel il s'est emparé de tous les pouvoirs, législatif, judiciaire,

constitutionnel et exécutif.

Tout comme lors du soulèvement contre Moubarak, l'année dernière, Washington soutient son régime fantoche en Egypte. La Maison Blanche a publié un communiqué disant que le président Barack Obama « salue l'appel au dialogue avec l'opposition lancé par le président Morsi, mais souligne qu'un tel dialogue devrait avoir lieu sans conditions préalables. » Le communiqué poursuit en disant : « Le président a fait remarquer que les Etats-Unis ont aussi exhorté les dirigeants de l'opposition à s'associer à ce dialogue sans conditions préalables. »

Les manifestants ont raillé Morsi qu'ils ont qualifié d'instrument de l'impérialisme américain. Le journal britannique *The Guardian* a rapporté qu'un manifestant brandissait une pancarte disant : « Obama, ta salope est notre dictateur. »

Mohamed El-Baradei, dirigeant du Front de Salut national (FSN), le principal groupe chapeautant l'opposition bourgeoise égyptienne, et qui est constitué de divers partis libéraux et pseudo-gauches, a accordé un entretien à la chaîne privée ON TV lors duquel il a demandé aux travailleurs et aux jeunes de mettre fin à leurs manifestations. Il a souligné l'importance de trouver un moyen pour « tous vivre ensemble » grâce à une « constitution et un parlement représentatifs, » en disant que ceci ne pouvait pas se faire si les protestations se poursuivaient.

Peu de temps après le discours d'El-Baradei, le vice-président égyptien Mahmoud Mekki a lu une déclaration présidentielle annonçant que Morsi envisagerait le report du référendum sur la constitution élaborée la semaine passée par l'Assemblée constituante dominée par les Islamistes. Morsi a fixé le référendum au 15 décembre.

Johannes Stern

Article original, [WSWS](#), paru le 8 décembre 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Johannes Stern](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Johannes Stern](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca